Protection des animaux

Les cinq erreurs à ne pas commettre avec vos poules

Plus de 70'000 particuliers ont des gallinacés dans leur jardin. La Confédération tire la sonnette d'alarme car les animaux peuvent souffrir.

Arthur Grosjean

CHRISTIAN BEUTLER/KEYSTONE

Les poules ont besoin d'espace. Il faut compter au minimum une surface de 50 m² pour l'enclos. Ici près de Chiètres (FR).

«Ça roule, ma poule?» Plus de 70'000 ménages se sont amourachés des gallinacés. Ils élèvent quelques poules dans leur jardin, ce qui leur permet d'avoir des œufs et de se débarrasser à bon compte des déchets ménagers. La tendance de prendre des volatiles sous son aile se développe particulièrement dans les villes et les agglomérations.

Le problème? Les poules souffrent car elles ne sont pas détenues dans de bonnes conditions. Les gens n'ont rien de sadiques mais, tout simplement, pèchent par ignorance. La Protection suisse des animaux (PSA), en collaboration avec l'Office fédéral des affaires vétérinaires, est donc montée sur ses ergots mardi à Berne pour chanter les louanges d'une brochure avec tous les bons conseils à connaître.

Quelles sont les cinq erreurs à ne pas commettre quand on veut garder des poules? Suivez le guide.

1 Pas question d'avoir une ou deux poules

C'est une très mauvaise idée de vouloir garder une ou deux poules. Pourquoi? Parce que ce sont des animaux sociables et qu'ils ont besoin de compagnie. Il vous faut donc avoir au moins trois poules pour que le groupe fonctionne bien. Pas besoin en revanche d'avoir un coq.

Autre erreur à éviter: installer un seul perchoir dans le poulailler. Il en faut deux en hauteur, séparés d'au moins 50 cm. Cela permet de respecter la hiérarchie entre les poules. La cheffe veut en effet se trouver toujours au-dessus de ses subordonnées.

2 Pas d'enclos inférieur à 50 m²

Il faut beaucoup d'espace pour les volatiles. Un enclos pour trois à six poules doit comprendre une surface minimale de 50 m² avec des buissons et des arbres. Difficile pour les citadins. Le poulailler, lui, doit disposer d'une surface au sol d'au moins 2 m² avec une hauteur minimale de 1,8 m. La PSA regrette que, dans le commerce, les poulaillers les plus vendus ne respectent pas ces normes.

L'enclos devrait aussi disposer d'une volière d'une surface au sol d'au moins 9 m². Cela permettra aux poules de ne pas rester cloîtrées dans le poulailler quand la grippe aviaire sévit comme aujourd'hui.

3 Pas de poules de l'étranger

N'achetez pas des poules étrangères. Cela n'a rien à voir avec la xénophobie, mais tout avec la vaccination. Les gallinacés étrangers sont souvent vaccinés contre la maladie de Newcastle, une maladie très contagieuse qui perturbe la ponte des œufs. Cette vaccination étant interdite en Suisse, les services vétérinaires doivent mettre à mort les poules vaccinées importées.

Quand vous achetez des poules auprès d'un éleveur, regardez la propreté du poulailler. Puis examinez les poules qui vous intéressent. Elles doivent être vives, avoir un plumage soigné et des pattes et coussinets ne présentant pas de lésions.

4 Restes de repas inadéquats

Une poule est omnivore, mais ce n'est pas une poubelle. Pas question de la nourrir avec des restes de repas comme des pâtes, des plats épicés, des pommes de terre ou du pain. Ils contiennent trop d'hydrates de carbone. Les déchets de viandes sont à proscrire car ils peuvent transmettre des maladies animales dangereuses.

Dans la nature, les poules raffolent du fourrage vert, de vers, d'œufs d'insectes, de larves, d'escargots et de petites souris. Mais il faut leur mettre à disposition dans le poulailler un aliment complet pour poules pondeuses en farine ou en granulé. Les déchets de cuisine? Cela doit rester une simple friandise à distribuer avec modération.

5 Pas un automate à œufs

Vos trois poules ne sont pas des automates à œufs. Elles demandent une attention quotidienne. Le matin, il faut les contrôler, les nourrir, les laisser sortir. Le soir, il faut les rentrer et veiller à ce que tout soit bien fermé pour les protéger des prédateurs.

La corvée nettoyage doit avoir lieu régulièrement. Il faut changer la litière, poutzer les abreuvoirs, les mangeoires, etc. Pas question que le poulailler se transforme, si on ose dire, en porcherie. Si vous n'êtes pas prêt à faire ces efforts, renoncez aux poules et achetez des œufs en barquette. Les poules et vous y gagnerez.

Fribourg

Autorités bulloises sous enquête

Une enquête administrative a été ouverte mardi sur le fonctionnement du Conseil communal de Bulle (FR) par la préfète de la Sarine. Elle aura pour objet l'examen des processus internes de gouvernance de l'Exécutif et de leur aptitude à le guider dans l'accomplissement de ses attributions. Elle vise les membres actuels et passés de l'Exécutif, ainsi que le secrétaire général. En cause, le traitement des jetons de présence perçus au sein du conseil d'administration de la société Gruyère Énergie SA. **ATS**

Chars pour Berlin

Armée La Commission de politique de sécurité du National veut la mise hors-service de 25 chars Leopard de l'armée. La Suisse pourrait ainsi revendre au constructeur allemand les véhicules dont elle n'a plus besoin. La commission a soutenu une proposition en ce sens par 17 voix contre 7. **ATS**

Sepp Blatter – FIFA

Justice Le parquet zurichois classe une affaire impliquant l'ancien président de la FIFA Sepp Blatter, en lien avec le Musée de la FIFA, à Zurich. La fédération internationale de football avait porté plainte contre le Valaisan en raison de coûts contestés du musée – 500 millions. «L'enquête n'a pas confirmé le soupçon de violation des obligations, au sens de gestion déloyale», précise la justice. **ATS**

Neuchâtel

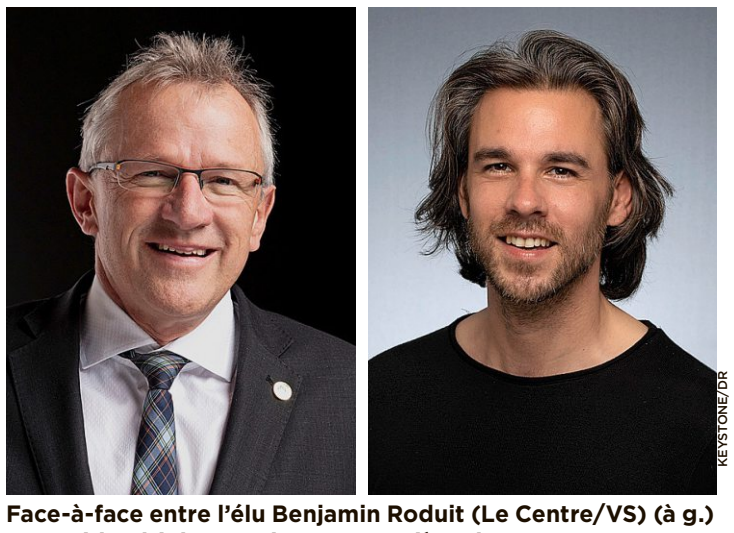
Non à la hausse de la taxe universitaire

Une centaine d'étudiants ont manifesté mardi avant le Grand Conseil dans la cour du château de Neuchâtel. Ils sont opposés à la hausse d'environ 60% des taxes à l'Université de Neuchâtel (UNINE). «Nous demandons au Grand Conseil de se positionner clairement face à l'Exécutif. Cette hausse précariserait encore plus les étudiants et nuirait à la démocratisation de l'accès aux études supérieures», ont fait savoir les manifestants. **ATS**

Faut-il plus d'écriture inclusive au sein de la Confédération? Ses consignes divisent

Face-à-face

Un guide «pour un usage inclusif du français» au sein de l'Administration fédérale est attaqué dans une pétition. Faut-il en faire davantage? Deux visions s'affrontent.



KEYSTONE/DR

Face-à-face entre l'élu Benjamin Roduit (Le Centre/VS) (à g.) et David Saltiel, consultant en matière de genre.

Il est passé inaperçu, mais ne fait pas l'unanimité. Un guide pour un usage inclusif du français dans les textes de la Confédération a été publié en début d'année. Une pétition adressée à la Chancellerie dénonce son contenu «tout sauf inclusif» et demande qu'il soit retiré et réécrit.

Dans ce document officiel, plusieurs moyens linguistiques utilisés au sein de l'administration sont mis en avant. Le premier point revient sur l'accord systématique au masculin dont l'utilisation est justifiée. Le principal point qui coince aux yeux du pétitionnaire.

Puis, d'autres techniques sont évoquées, comme l'utilisation de termes épicènes – identiques au masculin et féminin – ou encore le doublet intégral – écrire le mot en entier dans sa forme masculine et féminine. Des termes proscrits sont signalés, comme le point médian ou des néologismes tels que «iel».

De nombreuses voix s'élèvent autour de l'utilisation de la langue française. Mais faut-il plus d'écriture inclusive au sein de l'administration?

Face-à-face entre David Saltiel, pétitionnaire et consultant en matière de genre, et le conseiller national Benjamin Roduit (Le Centre/VS), qui a déposé une motion contre cette pratique.

David Saltiel: «Ce n'est pas suffisant!»

«La Confédération doit en faire plus. Elle a un rôle à jouer, elle doit s'adresser à toute la population et agir en tant que modèle. Dans ce guide, il est noté que le masculin est neutre et inclusif alors que c'est totalement faux. De nombreuses études ont démontré l'influence très forte du langage sur nos représentations et notre vision du monde, et par extension sur nos comportements.

Quand nous utilisons le masculin, notre imaginaire visualise des hommes. L'un des impacts est que les petites filles ne s'imaginent pas dans certaines professions. Historiquement, la règle du masculin qui l'emporte sur le féminin a été mise en place par l'Académie française qui considérait que les hommes dominaient les femmes. Concernant la lisibilité d'une écriture avec des points médians ou autre, encore une fois, des études ont prouvé que même si au départ il faut un temps d'adaptation, par la suite on ne perd pas de temps de lecture. Et il y a en plus plein d'autres façons d'écrire de manière plus inclusive. Le guide en parle d'ailleurs avec la mention du langage épicène.

Berne occulte des aspects importants du langage inclusif dans ce guide et c'est un positionnement idéologique de leur part. Les conséquences sont graves. J'y vois la volonté – consciente ou non – de maintenir notre société dans un sexisme structurel.»

Benjamin Roduit: «On ne doit pas aller plus loin.»

«Grâce à ce guide, les choses sont claires: les pratiques d'écriture alternative ne sont pas autorisées dans les textes de la Confédération. Il n'est pas nécessaire qu'on agisse davantage. Il y a une incitation à utiliser des termes plus neutres, mais rien d'obligatoire. Cela reste de l'ordre du conseil, et je peux vivre avec.

On ne peut pas trouver des formulations neutres pour tous les textes, donc il faut agir avec les règles existantes et qui sont rappelées dans le guide. Par contre, si tous les textes se retrouvent à être écrits avec le doublet intégral, cela me dérangerait et la lecture se retrouverait alourdie.

De manière générale, en tant que prof de français, je trouve que c'est un non-sens de compliquer la langue et de la rendre illisible avec, par exemple, un mot avec un tiret ou un point médian pour le féminiser. Le but d'une langue, c'est d'être clair, précis et concis.

Je trouve également dérangeant de créer des combats idéologiques autour du langage. Cela me rappelle l'histoire et le fait que, sous Staline, le langage russe avait été remanié pour l'orienter vers la lutte des classes. Il ne faut pas tomber dans la même logique autour de la question du genre. Et il y a quand même des combats plus importants à mener en ce moment.»

Sonia Imseng

Contrôle qualité